

- La production de connaissances pour les mettre au service des acteurs sociaux doit, de la même façon, être humble en la matière. Les acteurs locaux formalisent peut-être moins bien les préoccupations de leurs sociétés, mais en savent bien plus que nous, occidentaux, sur la nature. On n'atteindra difficilement la limite de leur monde social-naturel-sacré.

Si c'est à l'adresse des autres acteurs sociaux, cela peut être dangereux : le rendu est délicat et la réception risquée.

- Problème très concret de la scolarisation selon les rythmes européens : les transmissions de savoirs et de savoir-faire, par imprégnation (empreinte ?) des très jeunes enfants, sont contrecarrées. De la souplesse dans les rythmes scolaires !

6. Actions structurantes à mener

Interfaces et projets interdisciplinaires entre sciences humaines et entre sciences humaines et sciences de la nature

- savoir s'ouvrir aux préoccupations des autres disciplines

- définir des objets communs de recherche

- ne pas considérer cet objet comme définitif; revenir en permanence vers le groupe interdisciplinaire.

2/ La recherche sur les langues au service de la société (Michel LAUNEY, IRD Cayenne)

Michel LAUNEY, Directeur de Recherches, CNRS / IRD Cayenne (Centre National de la Recherche Scientifique / Institut de Recherche pour le Développement)

Il existe un très profond *déficit de connaissances* sur la société guyanaise. Ce déficit est pour la société une source d'insécurité et de frustrations ; elle gêne la prise de décision politique et rend le système éducatif incompréhensible à une grande partie de la population puisque les connaissances scolaires ne sont pas appuyées sur l'expérience que les élèves ont par ailleurs du monde.

Il importe donc de développer les recherches en sciences humaines et sociales (anthropologie, sociologie, linguistique, histoire, archéologie, géographie, démographie...) pour produire et mettre au service de la société les connaissances dont elle a besoin ; et il est souhaitable que ces carrières de chercheurs attirent beaucoup de Guyanais (le rôle du Pôle Universitaire sera essentiel).

La linguistique, recherche sur les langues, participe à ce souci d'accroissement des connaissances. D'autant que le terrain de recherches est en Guyane particulièrement riche et prometteur pour une meilleure compréhension de ce qu'est le langage humain, puisqu'il comprend les données suivantes :

six langues amérindiennes appartenant à trois familles de langues : comme toutes les langues amazoniennes, présentent notamment des traits originaux qui remettent en cause des généralisations hâtives sur les « universaux » du langage

des langues créoles, à fonds lexical français (créole guyanais) ou anglais (créoles bushinenge) : or les créoles s'opposent à toutes les autres langues du monde de par les conditions très particulières et exceptionnelles de leur apparition historique : elles sont donc d'une autre manière des éléments essentiels de compréhension du développement du langage, et donnent lieu à des débats scientifiques de fond.

une situation sociolinguistique très riche (on peut parler d'une *glottodiversité* comme pendant de la biodiversité...), avec la complexité des contacts qu'elle induit : là encore, on a un domaine de recherche exceptionnel pour la compréhension de la part des langues dans la vie sociale, des

représentations que s'en font les composantes de la société, de la constitution des langues véhiculaires, de la construction au niveau individuel du bi- ou plurilinguisme, etc.

Mais ce n'est pas seulement au niveau de la recherche pure qu'apparaît l'intérêt de la recherche sur les langues. Moins évidemment « utile » pour la compréhension de la société que ne le sont l'anthropologie ou la sociologie, la linguistique l'est pourtant plus qu'on ne le croit généralement. Pour en comprendre la portée, il faut renoncer à l'idée si répandue que les langues sont (ou *ne sont que*) des instruments de communication, ou même simplement des véhicules de culture, et les considérer comme ce qu'elles sont par essence : des créations de l'esprit humain, des constructions mentales, des univers intellectuels. On en tire au moins deux conséquences :

- une conséquence patrimoniale : une langue vaut bien un château, une cathédrale, une symphonie ou une œuvre littéraire. Vouloir les faire disparaître est du vandalisme. Les locuteurs en sont les gardiens plus que les propriétaires (c'est l'humanité tout entière qui, selon une idée qui chemine à l'UNESCO, est propriétaire de sa diversité linguistique) : mais ils peuvent (au nom de la diversité de l'humanité) demander aux Etats dont ils sont les ressortissants les moyens de défendre et promouvoir leur langue, et de vivre de manière apaisée et harmonieuse leur bilinguisme s'il est socialement nécessaire.

- une conséquence psychologique et pédagogique. A travers sa langue maternelle, l'enfant fait sa première expérience du langage. Si l'on veut assurer un développement intellectuel équilibré, cette première expérience doit aller jusqu'au bout (inhiber la langue maternelle est inhiber le langage en général, avec toutes les conséquences imaginables sur le plan de l'acquisition des connaissances). On touche ici au problème très général de l'enseignement dans les situations de grande altérité linguistique et culturelle, caractérisé par un double échec : échec scolaire des élèves, échec professionnel des enseignants, les deux étant douloureusement vécus.

Le diagnostic est maintenant établi d'une manière de plus en plus claire. Il est tout à fait exceptionnel en Guyane qu'un maître d'école ait une connaissance un tant soit peu construite des points de référence linguistiques et culturels au sens large des enfants les plus « à l'écart » des modèles sur lesquels se fondent les programmes et les méthodes d'enseignement. Ce dont souffre l'enseignement en Guyane, c'est d'une difficulté beaucoup plus forte qu'ailleurs de construire les savoirs scolaires sur les connaissances extra-scolaires des élèves (le *curriculum caché* dont parle le pr. Cuq, spécialiste de français langue seconde). Or la langue maternelle est un élément de ce « curriculum caché », qui conditionne l'ensemble de la construction du sens. Le problème est donc : comment établir des ponts entre le monde dans lequel grandit l'enfant et le monde plus vaste qui contient le premier ? Et a-t-on une idée de ce qui se passe dans la tête d'un enfant quand il passe de sa langue maternelle au français, et quand il passe de son système de références à celui sur lequel se fonde le système scolaire ? On trouve ici le caractère central de la question de la langue, vue dans son sens strict (un ensemble de formes et de règles) mais aussi dans son sens large (construction du sens par rapport à des références physico-culturelles et des situations sociales, véhicule de la culture et des savoirs).

La question n'est pas du tout ici d'exiger que l'ensemble des enseignants sachent les langues des élèves (d'ailleurs, que veut dire « savoir une langue » ?), mais plutôt : quels sont les éléments de connaissance des langues et des cultures de leurs élèves qui leur permettent d'optimiser leur enseignement, en les mettant à profit dans leur pratique pédagogique ? Après bien des tâtonnements et des dysfonctionnements, se met en place dans le système éducatif un dispositif à plusieurs volets

- une meilleure formation initiale et continue des enseignants : à l'IUFM de Guyane, un dispositif FLS (français langue de scolarisation) comprenant une vraie formation aux questions de

bilinguisme, de didactique spécifique au FLS, et de linguistique orientée vers la Guyane (le but étant rappelons-le de comprendre et de faciliter les procédures de passage d'une langue vers l'autre) ; des stages DAFOR sur les mêmes thèmes. Deux remarques à ce propos. D'une part, un enseignant qui travaille dans un contexte de français langue seconde ne peut pas se passer d'une connaissance précise et rigoureuse de la langue française sous tous ses aspects (phonologie, morphologie, syntaxe...), contrainte qui semble avoir été négligée depuis quelques décennies (peut-être parce que dans le contexte français langue maternelle on peut à la rigueur se satisfaire de l'approche communicative). D'autre part, cette formation devrait être complétée par une dimension culturelle apportée par des anthropologues : c'est pourquoi dans les recommandations de ces assises, tout comme dans l'offre de la C3I, était incluse l'idée de constituer en Guyane au moins un petit groupe de chercheurs anthropologues s'engageant à résider sur place et à intervenir dans la formation des enseignants (comme c'est actuellement le cas pour les linguistes

- un appui méthodologique, avec des supports pédagogiques, au français langue seconde (ce qui a déjà commencé avec la diffusion du manuel *Langage en Fête*, dont l'impact devrait être évalué), et, pour l'instant à l'état d'ébauche, aux méthodes dites d'*Eveil aux Langues* (en anglais : *language awareness*), dont le principe est de prendre les situations de plurilinguisme comme un atout pédagogique, en exploitant le potentiel d'intérêt et d'amusement intellectuels qu'il y a dans la diversité des langues, et de déboucher ainsi sur une meilleure connaissance et un meilleur respect mutuel.

- une recherche fondamentale et appliquée spécifiquement orientée sur les conditions de l'enseignement en Guyane, avec des enquêtes dans les écoles, une identification des paramètres en jeu, une mesure exacte des spécificités... C'est le rôle de l'ERTé (Equipe de Recherches en Technologie de l'Education) de l'IUFM, organisée en 4 thèmes : difficultés de l'acquisition du français ; gestion des situations plurilingues ; les disciplines autres que le français comme vecteurs de l'apprentissage du français ; rôle des représentations de l'école et de la connaissance.

- particulièrement original et adapté aux conditions de la Guyane, le dispositif dit *Médiateurs culturels et bilingues*, qui malgré de très nombreuses difficultés d'organisation et de formation finit par convaincre ceux qui étaient originellement les plus réticents. Les médiateurs ont été originellement recrutés dans le cadre du plan, emploi-jeunes, comme aides-éducateurs spécialisés dans leur profil (être de bons bilingues de leur langue maternelle et du français) et leurs tâches (sécurisation des enfants par présence dans l'école d'un adulte parlant leur langue et connaissant leur culture ; achèvement de la structuration du langage à travers la langue maternelle ; aide aux enseignants pour le développement d'une pédagogie adaptée ; médiation avec les parents d'élèves). Une évaluation reste à faire, mais l'expérience semble être globalement très positive en termes de compréhension de l'école par les enfants, d'investissement des parents, et d'efficacité dans l'apprentissage du français.

Ce dispositif est plutôt adapté dans trois contextes : grande altérité linguistique et culturelle (donc : méconnaissance dominante chez les enseignants) ; petites classes (à cause de l'aspect structuration du langage) ; et homogénéité linguistico-culturelle de la classe (pour en maintenir la cohésion). Si ces critères ne sont pas conjoints, il se peut que l'approche « éveil aux langues » soit plus féconde, mais aucune complémentarité n'est exclue.

La fin du plan emploi-jeunes a fait craindre pour cette expérience, mais le nouveau statut d'assistant d'éducation a permis d'en garder plusieurs (bien que d'autres très valables aient hélas quitté le dispositif). En tout état de cause, il est essentiel pour l'enseignement en Guyane que cette expérience soit prolongée et étendue, et surtout qu'une formation de qualité (en langue et en pédagogie) lui soit associée.

Dans le contexte français et européen, l'éducation en Guyane se présente de manière totalement atypique. Certes les problèmes de scolarisation des migrants peuvent ressembler, qualitativement sinon quantitativement, à ceux qu'on connaît en Europe. En revanche, ni dans l'Hexagone ni dans le reste de l'Union Européenne (et même dans ses autres régions ultra-périphériques), on ne trouve rien de comparable aux sites isolés du Maroni, ou à l'altérité linguistique et culturelle majeure d'élèves autochtones, qui fait que c'est l'école qui est étrangère. Et c'est ici que les échanges interamazoniens peuvent être féconds. Les voisins de la Guyane, en particulier le Brésil – et aussi des pays tels que l'Equateur, la Colombie, le Paraguay... – ont une expérience de plusieurs décennies d'enseignement bilingue ou interculturel en contexte amérindien, qui mérite à tout le moins d'être connue des responsables du système éducatif. Certes il y a là encore des spécificités guyanaises : en particulier les contraintes des programmes et de la fonction publique, et la nécessité d'une approche particulière en direction des élèves bushinenge. Il reste que c'est plutôt de ce côté-là que les pistes doivent être cherchées, et en tout cas connues.

3/ Patrimoine et Développement Durable (Sylvie JEREMIE, INRAP Guyane)

Sylvie JEREMIE, Adjoint Scientifique et Technique pour les DOM, INRAP Guyane (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives)

L'anthropologie, la sociologie et la culture sont des thèmes transversaux à l'ensemble des thématiques abordées dans les différents ateliers des Assises. Cet atelier et plus particulièrement cette intervention sera articulée autour de notions plus spécifiquement liées aux recherches menées dans le domaine de la culture, du patrimoine et de l'aménagement du territoire. De la méconnaissance de l'impact de l'homme sur l'environnement amazonien sont nées des images d'Epinal d'un milieu peu perturbé, peu transformé, peu soumis. L'activité croissante des chercheurs en sciences humaines, certes encore peu fédérée, fait émerger toute l'importance du facteur humain en Amazonie. Enjeu politique, enjeu socio-économique ou scientifique, l'homme reste l'axe du développement de cette vaste région, au passé, au présent et au futur. Face à ses voisins du plateau des Guyanes, la Guyane, grâce à des recherches pour certaines novatrices, peut trouver au travers des disciplines issues des sciences humaines un moyen de drainer les idées et de partager les expériences acquises.

Les enjeux de cet atelier sont d'abord scientifiques puisqu'il devrait déboucher sur une meilleure compréhension des sociétés et des cultures qui se sont développées et se développent toujours dans cette région. Mais la mise en commun des résultats des recherches entreprises ou des problématiques développées reste limitée. En Amazonie, l'Homme a une place amoindrie voire méconnue face à l'environnement, sa place même lui est déniée. Cette rencontre permet de valoriser ainsi un thème transversal rarement abordé de front, l'homme face à son environnement, les sociétés qui l'entourent et desquelles il participe. Les enjeux de cette thématique sont donc autant socio-économique que socio-culturelles.

Au-delà de cette évidence, la confrontation des recherches liées à la thématique de cet atelier pourraient mener à une réflexion approfondie autour des méthodes employées dans les différentes sciences humaines et sur leur transmission aux sociétés en attente de réponses ; ces sociétés sont dans un désarroi toujours plus grand face à la mondialisation et à l'éclatement des structures sociales. Les enjeux culturels, sociaux, scientifiques sont clairs, puisqu'une meilleure connaissance des sociétés, des hommes, des cultures devrait déboucher sur une prise en compte, certes tardive, de